

ON DEMANDE AU MINISTRE DE COUPER COURT AUX
COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

M. David Berger (Laurier): Comment peut-il y avoir de décision intelligente quand on interdit aux travailleurs de parler aux journalistes et qu'on les décourage de s'adresser à leur député?

Ma question supplémentaire au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie est la suivante: puisque la santé et la sécurité de millions de Canadiens et la protection de notre environnement sont en jeu, va-t-il couper court aux réductions et permettre à un comité parlementaire de convoquer publiquement les dirigeants du CNR pour examiner si ces réductions ne pourraient pas être mises en œuvre d'une façon plus appropriée?

L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, le gouvernement précédent avait l'habitude d'étudier sans fin les problèmes.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

M. Siddon: Les Canadiens ont élu un gouvernement déterminé à agir et à prendre les initiatives qui s'imposent.

Aucun de mes fonctionnaires n'a reçu l'ordre de ne pas parler aux journalistes. Un porte-parole officiel a en fait été nommé, et lorsqu'on lui a demandé si les fonctionnaires pouvaient s'adresser à leur député, ce qui est une des questions soulevées dans la presse, les employés de mon ministère se sont vu répondre qu'ils devraient être libres d'agir comme ils l'entendaient.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LE SERVICE CANADIEN DE LA FAUNE—L'ANNULATION DU
PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES OEUFS DE GOÉLAND
ARGENTÉ

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Environnement. La semaine dernière, j'ai demandé à la ministre si elle reconsidérerait l'annulation du programme de surveillance des oeufs de goéland argenté qui contrôle le degré de toxines dans les Grands lacs. La ministre a-t-elle suffisamment réfléchi à la gravité de cette mesure et aux très vives préoccupations manifestées par bien des gens s'il arrivait que la ministre commette une erreur à cet égard? Est-elle disposée à réfléchir encore à cette décision en songeant à la santé des Canadiens?

Si ce motif ne lui suffit pas, tiendrait-elle compte du fait que ce programme découle d'une entente conclue avec les États-Unis relativement à la qualité de l'eau des Grands lacs et qu'il devrait être poursuivi, sinon pour les avantages que nous en retirons, du moins pour montrer aux Américains que nous sommes des gens sérieux? Il est difficile de s'imaginer qu'on puisse se montrer moins sensible que le gouvernement américain à propos du dossier de l'environnement, et pourtant notre gouvernement vient de le faire.

Questions orales

[Français]

L'hon. Suzanne Blais-Grenier (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, j'ai dit la semaine dernière que, si les coupures concernant les biologistes en question mettaient en danger la vie des Canadiens, j'étais évidemment prête à réexaminer ces coupures. Cependant, j'ai dit aussi que telle n'était pas actuellement la situation, et je veux informer mon honorable collègue que nous avons toujours 78 personnes qui travaillent au «monitorage» des produits toxiques dans les Grands Lacs, que nous continuons constamment d'évaluer la qualité de l'eau, des sédiments et des précipitations et que d'autres ministères aussi s'intéressent toujours à la toxicologie des espèces animales et de l'eau.

[Traduction]

M. Blaikie: Il est presque inimaginable que la ministre puisse minimiser ainsi la gravité de la situation.

L'OPINION DE LA MINISTRE

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, la ministre a-t-elle eu le temps de considérer les propos de son collègue, le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, lequel considère l'environnement comme une question secondaire en comparaison de la prospérité de l'économie? Et cette confusion s'étend à tout le gouvernement. Le ministre est-elle prête à nous dire si elle appuie les propos du ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie en matière d'environnement?

[Français]

L'hon. Suzanne Blais-Grenier (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je suis totalement consciente et certaine que les coupures que j'ai proposées dans le ministère, après avoir consulté les fonctionnaires de mon ministère, ont été présentées et interprétées devant tous les membres du Cabinet, et nous sommes tous d'accord sur les questions générales.

[Traduction]

LE SERVICE CANADIEN DE LA FAUNE—L'AVENIR DES EMPLOYÉS

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, je félicite la ministre de l'Environnement de sa nomination et je lui offre mes meilleurs vœux. Je voudrais attirer son attention sur le fait que le ministre des Finances a annoncé il y a une dizaine de jours que l'un de nos excellents organismes, le Service canadien de la faune, allait voir son effectif réduit du quart. Dès le printemps prochain, donc, des biologistes, des techniciens et des employés de bureau très compétents seront mis à pied. Or, ils effectuent actuellement des études sur les agents toxiques des Grands lacs, sur l'empoisonnement des œufs de goéland, la gestion des espèces menacées, et aussi sur l'influence des groupes de pression sur la protection de la faune et les effets de la faune sur l'industrie forestière. La ministre dirait-elle à la Chambre où ces bons travailleurs canadiens pourront dorénavant se trouver de l'emploi et ce qu'il adviendra des projets dont ils s'occupent pour l'instant?